



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLEND – Damien VALLEE

ESSOR 93

Siège social : 2 rue des Collines

93220 GAGNY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ESSOR 93 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

L'association indique dans son annexe appliquer le règlement ANC 2019-04, car elle gère un établissement médico-social soumis au code de l'action social et des familles. Ce règlement, impose de déterminer le périmètre des activités social et médico-social afin de présenter notamment, un résultat des activités social et médico-social, un résultat effectif et un modèle spécifique du bilan passif et des produits d'exploitation.

Nous constatons, pour les exercices 2024 et 2023, que :

- Le résultat des activités médico-social et le résultat effectif n'ont pas pu être vérifié sur la base d'une comptabilité analytique en lien avec la comptabilité générale.

- Les informations inscrites au bilan passif relatif aux activités socio et médico-sociales sous gestion contrôlée n'ont pas pu être vérifiées.
- Les produits relatifs aux activités sociales et médico-sociales inscrits au compte de résultat n'ont pas pu être vérifiés.

De ce fait, l'entité n'applique pas correctement le règlement ANC N° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « autres points » de l'annexe indique la souscription à des produits d'épargne pour 500 000 euros en 2023 auprès de Mymoneybank. Nos diligences ont consisté à circulariser le courtier qui nous a confirmé ce montant avec le relevé de compte de début 2025.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime

nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association ESSOR 93 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PARIS
Le Commissaire aux comptes
SLG EXPERTISE représenté par
Arnaud BERNARD

Signé par Arnaud Bernard
Le 04/07/2025

ID: lx_OY00qaLlPrk4



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acompt	64 661	60 930	3 730	4 170
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	1 136	1 136		
Autres immobilisations corporelles	429 683	414 768	14 915	14 338
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être c				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	160		160	160
Prêts	1 445		1 445	1 445
Autres immobilisations financières	139 161	4 831	134 330	129 695
Total I	636 246	481 665	154 581	149 808
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				4 394
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	75 361	1 381	73 980	42 347
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 042 166		1 042 166	1 424 386
Charges constatées d'avance	34 455		34 455	31 229
Total II	1 151 982	1 381	1 150 601	1 502 355
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 788 228	483 046	1 305 182	1 652 164

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	30 490	30 490
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	-138 941	-6 406
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	-138 941	-6 406
Ecart de réévaluation		
Réserves	89 588	89 588
Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	89 588	89 588
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	89 588	89 588
Autres réserves		
Report à nouveau	648 612	648 612
Dont RAN des activités SMS sous gestion contrôlée	648 612	648 612
Excédent ou déficit de l'exercice	-285 643	-132 535
Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	-207 987	-109 844
Situation nette (sous-total)	344 106	629 749
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	211 011	211 011
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	555 116	840 759
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	9 000	
Total II	9 000	
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	91 500	186 175
Total III	91 500	186 175
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	315	440
Emprunts et dettes financières diverses	52 857	32 130
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 731	86 770
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	442 676	504 570
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 397	1 320
Produits constatés d'avance	39 590	
Total IV	649 566	625 229
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 305 182	1 652 164

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	5	30	-25	-83,33
Ventes de biens et de services	128 073	241 632	-113 559	-47,00
Ventes de biens				
Dont ventes de biens relatives aux ESSMS				
Ventes de prestations services	128 073	241 632	-113 559	-47,00
Dont ventes de prestations relatives aux ESSMS	128 073	241 632	-113 559	-47,00
Produits de tiers financeurs	3 402 841	3 355 946	46 895	1,40
Concours publics et subventions d'exploitation	3 402 841	3 355 946	46 895	1,40
Dont contributions financières des autorités de tari	3 402 841	3 355 946	46 895	1,40
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consompti				
Ressources liées à la générosité du public				
Contributions financières				
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de char	95 676		95 676	
Utilisation des fonds dédiés				
Autres produits				
Total I	3 626 594	3 597 608	28 986	0,81
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes	1 983 273	1 819 545	163 728	9,00
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	151 574	112 682	38 891	34,51
Salaires et traitements	1 246 380	1 220 078	26 302	2,16
Charges sociales	529 352	592 348	-62 996	-10,63
Dotations aux amortissements et aux dépréciation	8 083	13 020	-4 937	-37,92
Dotations aux provisions		30 477	-30 477	-100,00
Reports en fonds dédiés	9 000		9 000	
Autres charges	40 530	41 251	-721	-1,75
Total II	3 968 192	3 829 401	138 791	3,62
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-341 598	-231 793	-109 805	47,37
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif i	173	150	24	15,77
Autres intérêts et produits assimilés	28 117	5 651	22 467	397,59
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de c				
Différences positives de change				
Produits nets / cessions de valeurs mob. de place				
Total III	28 291	5 800	22 490	387,75
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisi		4 831	-4 831	-100,00
Intérêts et charges assimilés	1	1 109	-1 107	-99,88
Différences négatives de change				
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de place				
Total IV	1	5 939	-5 938	-99,98
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	28 289	-139	28 428	NS
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-313 308	-231 932	-81 376	35,09
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		36 640	-36 640	-100,00
Sur opérations en capital				
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	36 179	81 228	-45 049	-55,46
Total V	36 179	117 868	-81 689	-69,31
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	707	5 280	-4 572	-86,60
Sur opérations en capital		9 962	-9 962	-100,00
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisio	50	2 222	-2 172	-97,75

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Total VI	757	17 463	-16 706	-95,66
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	35 421	100 405	-64 983	-64,72
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 756	1 008	6 748	669,45
Total des produits (I + III + V)	3 691 064	3 721 276	-30 213	-0,81
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	3 976 707	3 853 812	122 895	3,19
EXCEDENT OU DEFICIT	-285 643	-132 535	-153 108	115,52
Dont excédent ou déficit des ESSMS sous gestion	-207 987	-109 844		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				

ETATS FINANCIERS ET DE GESTION

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/24, dont le total est de 1 305 182 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 285 643 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/24 au 31/12/24.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.

Présentation de l'association ESSOR 93 :

ESSOR93 est une association loi de 1901 intervenant sur la Seine Saint Denis.

L'association a pour objet de faciliter aux jeunes en difficulté âgés de 18 à 25 ans, aux pupilles de l'Etat, aux anciens pupilles de l'Etat, aux majeurs confiés ou ayant été confiés à l'aide sociale à l'enfance de la Seine Saint Denis, leur insertion scolaire, sociale, professionnelle, l'accès au logement, à leurs droits, à la santé et au statut de citoyen à part entière.

Pour réaliser son objet, elle est organisée en 2 pôles d'activité : hébergement et insertion.

Service insertion : La durée de l'accompagnement est variable, en fonction des besoins et de la demande de la personne. Une convention formalise les objectifs à atteindre et les moyens mobilisés. Entrée à partir de 18 ans. Les objectifs sont : l'accès au droit commun, le soutien dans l'acquisition à l'autonomie, la préparation à l'accès au logement et le soutien financier. Une convention formalise les objectifs, les moyens mobilisés et la durée.

Service hébergement :

Canopée : Ce dispositif s'adresse aux personnes en fin de contrat avec l'ASE qui nécessitent encore quelques temps pour finaliser leurs parcours et travailler le logement. Un document de contractualisation détermine la durée de l'accompagnement, qui ne peut dépasser 24 mois, les objectifs et les moyens mobilisés. Des ressources stables d'un minimum de 550€ sont nécessaires pour être admis.

Les coteaux : Ce dispositif offre un lieu intermédiaire entre le foyer éducatif, la famille d'accueil ou tout autre espace de vie collective, et l'accueil en appartement individuel. C'est une étape amenant l'usager à une prise d'autonomie progressive au sein de l'association, avec un accompagnement social renforcé. Un document de contractualisation détermine la durée de l'accompagnement qui est d'un an maximum, les objectifs et les moyens mobilisés. 450€ minimum de ressources personnelles ou versées par l'ASE.

Cimes : Le premier, de 30 places s'adresse à des jeunes gens en capacité de vivre en logement autonome et entrant sous contrat ASE. L'âge d'admission est de 18 ans et ils ne peuvent rester après leurs 21 ans. L'objectif est d'acquérir de l'autonomie. Un document de contractualisation détermine la durée de l'hébergement et les objectifs de l'accompagnement, ainsi que les moyens mobilisés. Les ressources, pour entrer sont de 450€ minimum.

Le second de 8 places permet d'attendre une orientation, vers un lieu stable et adapté à la situation, qui doit être théoriquement déjà engagée par le service de l'ASE. La présence d'un référent ASE est obligatoire. Un document de contractualisation détermine la durée de l'hébergement, les objectifs et les moyens mobilisés. Les ressources minimums sont de 450€ pour une future maman et 550€ pour une maman avec 1 enfant.

Les deux dernières places sont réservées à la MDAOP. Il s'agit d'une mise à l'abri et l'accompagnement est réalisé par les travailleurs sociaux de ce service. La durée de l'accueil est variable, mais se termine au plus tard après les 2 mois qui suivent l'accouchement. En l'absence de ressource, l'association peut soutenir la personne sur les bases du montant de l'AM ASE, ou les compléter sur la même base. Un document de contractualisation spécifique décrit la durée de l'accueil théorique, les objectifs et les moyens mobilisés.

Remarque : 70 logements bénéficient de l'ALT et sont inscrits dans le SIAO. Les 10 logements sur le dispositif des Coteaux ne sont pas concernés par cette disposition, car ils sont considérés comme relevant strictement de la Protection de l'Enfance.

Règles et méthodes comptables

Altho : ESSOR 93 a répondu à la mise en place d'un dispositif d'accueil alternatif à l'hôtel (ALTHO) en 2017. Il s'agit d'héberger et de reloger des familles, présentes depuis longtemps à l'hôtel par le biais du 115. Les orientations sont faites par la Plateforme de Premier Accueil 115. Un document de contractualisation détermine la durée de l'hébergement, qui est fractionnée par périodes de 6 mois renouvelables, et qui précise les objectifs et les moyens mobilisés.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations ; ainsi qu'aux dispositions du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ; ainsi qu'à la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 est publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

Comptabilisation des subventions de projets reçues

Conformément aux dispositions du nouveau règlement comptable n°2018-06, une subvention de projet reçue est comptabilisée à la date de notification de l'attribution de la subvention pour la totalité du montant de la subvention accordée au contrat, sur l'ensemble de la période du projet, en produits au compte de résultat et en créance et/ou en trésorerie à l'actif du bilan.

Immobilisation incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Des contraintes particulières sont imposées par le financeur. Pour tenir compte de ces contraintes, il est dérogé à la règle comme suivant : Les amortissements sont calculés en année pleine sans application de la règle du prorata temporis, à partir de l'année suivant l'acquisition.

Immobilisations Financières

Les immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts de garanties. Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute une provision pour dépréciation est alors constituée.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Provisions réglementées

Une provision réglementée, constituée antérieurement en vertu de dispositions réglementaires qui correspondent à la « Couverture du besoin en fonds de roulement » (article R.314-48 du CASF), figure au passif pour 211 011,00 euros. Cette provision n'est plus actualisée depuis plusieurs exercices.

Engagement pour indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière de retraite constituent un engagement hors bilan (passif social non comptabilisé).

Règles et méthodes comptables

Conformément à l'article 123-13 du code du commerce, le montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à 91 500 €, charges comprises, au 31 décembre 2024.

Le calcul de cet engagement est basé sur les hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul : IAS19 Unités de crédits projetés
- Table de mortalité : INSEE 2017-2019 (système)
- Turn-Over : Faible
- Taux d'actualisation financière : 3,42%
- Taux d'évolution des salaires : 3%

Dettes provisionnées pour congés à payer :

La dette provisionnée pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les dettes fiscales et sociales.

C.E.T. (Compte épargne temps)

Depuis le 31 décembre 2009, l'association a mis en place un compte épargne temps, issu d'une décision volontaire conformément au préambule de l'accord de branche du 1^{er} avril 1999, modifié par avenant du 19 mars 2007. Un protocole d'accord a été validé entre la direction générale et les représentants du personnel.

La provision dans les comptes diminue de 57 401,86 €, ce qui porte le montant global hors charges à 103 961,59 € soit 165 907,01 € charges comprises. Les charges sociales liées aux CET ont baissées de 34 872,65 €.

Autres points

Le montant estimé des honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'élève à 10 800 euros TTC, incluant l'ensemble des charges et frais de toutes natures inhérentes à ses prestations.

Le Directeur Général est parti à la retraite en janvier 2024 et son remplaçant a quitté ses fonctions en novembre 2024.

Des produits d'épargne ont été souscrits en 2023 auprès de MyMoneyBank. Le solde de ces produits est de 500 000 € à la clôture.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	64 011	650		64 661
Immobilisations incorporelles	64 011	650		64 661
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 136			1 136
- Installations générales, agencements aménagements divers	260 230			260 230
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et Informatique, mobilier	160 546	7 570		168 116
- Emballages récupérables et divers	1 337			1 337
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	423 249	7 570		430 819
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	160			160
- Prêts et autres immobilisations financières	135 971	4 635		140 606
Immobilisations financières	136 131	4 635		140 766
ACTIF IMMOBILISE	623 390	12 855		636 246

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	59 840	1 090		60 930
Immobilisations incorporelles	59 840	1 090		60 930
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage Industriels	1 136			1 136
- Installations générales, agencements aménagements divers	255 695	2 731		258 426
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	150 743	4 262		155 005
- Emballages récupérables et divers	1 337			1 337
Immobilisations corporelles	408 911	6 993		415 904
ACTIF IMMOBILISE	468 751	8 083		476 834

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 250 422 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 445		1 445
Autres	139 161		139 161
Créances de l'actif circulant			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	75 361	75 361	
Charges constatées d'avance	34 455	34 455	
Total	250 422	109 816	140 606
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Fournisseurs - RRR à obtenir	5 081
Charges sociales - produits à recev	6 855
Etat - produits à recevoir	9 439
Intérêts courus à recevoir	23 827
Total	45 202

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	4 831			4 831
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	1 381			1 381
Total	6 212			6 212
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	30 490				30 490
Fonds propres avec droit de reprise	-6 405		-132 535		-138 941
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	5 886				89 588
Réserves des activités sociales	83 702				
RAN hors activités sociales	648 612				648 612
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-22 691	22 691		-207 987	-207 987
Exc.ou Déficit des activités sociales	-109 844	109 844		-77 656	-77 656
Situation nette	629 750	132 535	-132 535	-285 643	344 106
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	211 011				211 011
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	840 760	132 535	-132 535	-285 643	555 116

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	186 175		94 675		91 500
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		9 000			
Total	186 175	9 000	94 675		91 500
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			94 675		
Financières					
Exceptionnelles		9 000			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 649 566 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	315	315		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	52 857	52 857		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 731	112 731		
Dettes fiscales et sociales	442 676	442 676		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 397	1 397		
Produits constatés d'avance	39 590	39 590		
Total	649 566	649 566		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-20 728			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	66 877
Intérêts courus à payer	315
Dettes prov. congés payés	101 736
Personnel - autres charges à payer	21 780
Charges sur congés à payer	57 497
Impôts et verse. assim. UNIFAF/OPCO	6 016
Charges à payer	160
Total	254 381

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	34 455		
Total	34 455		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	39 590		
Total	39 590		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	350	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	358	
Autres charges	50	
Autres produits		36 179
TOTAL	757	36 179

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	285 643	
Déficit de l'exercice des activités ESSMS sous gestion contrôlée	207 987	
Part du résultat sur gestion conventionnée	207 987	
Part du résultat sur gestion libre	77 656	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 30 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				6
Employés				24
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total				30

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat comptable	-285 643	-132 535
<i>Reprise du résultat antérieur</i>		
Excédent ou déficit effectif global	-285 643	-132 535
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	-77 655	-22 691
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	-207 988	-109 844